

Document

La sortie de crise passe par la 'banque poubelle' (13.02)

LeMonde.fr – 11.02.

Les Etats-Unis l'appellent la 'bad bank', l'Europe la 'banque poubelle', une expression on ne peut plus explicite. L'idée d'isoler les actifs toxiques des banques, liés aux fameux crédits immobiliers à risques américains (les subprimes), dans une structure juridique dédiée - fût-elle cofinancée, comme le prévoit la nouvelle administration Obama, par des fonds publics et privés -, avait été envisagée dès le début de la crise financière. Mais elle avait été abandonnée, devant la difficulté de fixer un prix d'achat pour ces actifs compromis, pour lesquels il n'existe plus de demande de la part des investisseurs.

Le coût pour les finances publiques d'une structure de défaisance, qui revient à sortir le risque des bilans des banques, avait dissuadé.

Aujourd'hui, alors que le secteur bancaire continue sa descente aux enfers, en dépit d'injections massives de capitaux publics pour le maintenir à flot, et de divers dispositifs de garanties publiques, le concept de la 'banque poubelle' ressurgit. Celle-ci s'impose dans les esprits comme l'une des clés pour sortir de la crise.

GRAND NETTOYAGE

De plus en plus d'économistes se montrent convaincus qu'elle seule permettrait d'effectuer le grand nettoyage dont le secteur a besoin pour regagner la confiance des investisseurs et des marchés.

L'actuelle débâcle boursière des banques s'explique par une suspicion généralisée envers leur état de santé réel - elles ne montrent pas toutes le même empressement à révéler au marché l'exacte ampleur de leurs actifs risqués. Le G7 les y avait pourtant enjointes dès février 2008, estimant qu'on ne pourrait faire l'économie d'une 'opération vérité' mondiale.

La mise en place d'une banque poubelle aurait, par ailleurs, pour vertu de rétablir les circuits du crédit. Délestées de leurs actifs toxiques, qui les contraignent à mobiliser du capital pour faire face aux risques de pertes financières, les banques retrouveraient, en effet, de l'oxygène pour prêter aux ménages et aux entreprises.